



**La Région**  
Auvergne-Rhône-Alpes

# Ambition Europe

Lettre d'information de la délégation  
Auvergne-Rhône-Alpes à Bruxelles



**N°100** du 15 juillet 2020

## UNE

### **VOTRE NEWSLETTER CÉLÈBRE SON 100<sup>ème</sup> NUMÉRO !**



Crédit photo : © jbraine - Flickr CC

**Depuis 2015, la newsletter de la Région vous propose une actualité européenne bimensuelle.**

C'est le 8 octobre 2015, juste après la fusion des bureaux de Bruxelles des anciennes Régions Rhône-Alpes et Auvergne et quelques mois avant la naissance de la Région Auvergne-Rhône-Alpes que nous avons lancé le premier numéro de notre newsletter sous le nom d'« *Europe en bref* ». Objectif : restituer une information européenne préalablement décryptée, faire connaître les opportunités européennes et mettre en valeur l'apport concret de l'Europe aux citoyens de la nouvelle région. C'est cette connexion Europe-région que nous avons d'ailleurs voulu renforcer à l'occasion de la transformation, l'an dernier, d'*Europe en bref* en *Ambition Europe*. La rubrique « Notre région et l'Europe » est ainsi une vitrine des réussites européennes des acteurs de notre territoire, elle vous informe sur la vie des projets et sur les événements en région et à Bruxelles, sur l'actualité des fonds européens FEDER-FSE en région et bien entendu sur les actions mobilisant la Région et ses acteurs à Bruxelles.

À l'occasion de ce numéro 100, nous voulions remercier nos lecteurs pour leur assiduité et également en profiter pour vous faire connaître les coulisses de la rédaction de notre rendez-vous bimensuel. Si la rédaction et la diffusion de cette newsletter sont assurés par [la délégation de la Région à Bruxelles](#) avec l'appui du service coopérations européennes de la Direction des relations internationales (DRI), des actualités sont régulièrement proposées par d'autres directions du Conseil régional ou des structures extérieures (cf. ci-dessous « Le saviez-vous ? »). Enfin, la newsletter ne saurait exister sans le concours de la direction des fonds européens (DFE) à Lyon et Clermont car *Ambition Europe* est hébergé sur le site [l'Europe s'engage en Auvergne-Rhône-Alpes](#) (avec l'archivage des derniers numéros). Vous pouvez ainsi retrouver la « Une » en [page d'accueil du site](#) et les articles dans le [fil d'actualité](#).

## NOTRE RÉGION ET L'EUROPE

### L'USMB SÉLECTIONNÉE PARMIS LES 24 NOUVELLES UNIVERSITÉS EUROPÉENNES



La Commission européenne a dévoilé jeudi 9 juillet [les projets sélectionnés](#) au titre du deuxième appel ERASMUS+ sur les universités européennes.

24 nouvelles Universités européennes (sur les 62 projets déposés) viennent ainsi s'ajouter aux 17 consortia sélectionnés lors du premier appel en juillet 2019, portant à 41, le nombre d'alliances pour la mise en place [d'universités européennes](#), réunissant 280 établissements d'enseignement supérieur dans toute l'Union européenne et bénéficiant d'un soutien de 287 millions d'euros en provenance du budget de l'UE.

En Auvergne-Rhône-Alpes, le consortium « UNITA - Universitas Montium » porté par l'Université portugaise Beira Interior localisée à Covilha rassemble 6 partenaires dont **l'Université Savoie Mont-Blanc** autour d'un projet d'Université européenne axé sur le renforcement de l'identité européenne (citoyenneté et valeurs), le rôle de la langue romane comme vecteur de développement et le développement durable des zones de montagne transfrontalières. Pour mémoire, l'Université de Lyon et l'Institut National Polytechnique de Grenoble avaient également été retenus lors du premier appel dans le cadre des consortia Arqus et UNITE.

Pour en savoir plus : [liste des projets retenus](#) suite au second appel et [fiche d'information](#) sur l'initiative Universités européennes.

### HANDICAP INTERNATIONAL FINALISTE POUR UN (OU DEUX ?) PRIX HORIZON 2020



[L'association lyonnaise](#) est citée à 2 reprises parmi les 12 finalistes des [Prix EIC Horizon 2020](#) qui récompensent des solutions de haute technologie abordables pour l'aide humanitaire.

[L'annonce des 12 finalistes](#) a été faite par la Commission le 20 juin dernier à l'occasion de la journée mondiale des réfugiés. 5 millions d'euros seront répartis entre les 5 projets gagnants de chacune des 5 catégories du concours qui tous ont utilisé des technologies telles que les nanotechnologies, les matériaux avancés ou l'impression 3D.

Handicap international a été présélectionnée au titre de 2 projets dans 2 catégories. Le projet TeReFa qui développe des prothèses et des orthèses abordables et de haute qualité produites grâce aux technologies de numérisation et d'impression numérique et 3D est finaliste de la catégorie soins médicaux et de santé. Quant au projet Odyssey2025, il concourt dans la catégorie « ouverte » et consiste à améliorer l'efficacité et la sécurité du processus de remise à disposition des terres dans le cadre de l'action humanitaire contre les mines, tout en réduisant les coûts et en garantissant la durabilité grâce à une technologie économe et innovante.

Les gagnants seront annoncés en novembre lors des [journées européennes de la recherche et de l'innovation](#).

## INTERREG ESPACE ALPIN 2021-2027



Crédit photo : © Mario A.P. - Flickr cc

**Contribuez à la préparation du futur programme !**

Une consultation en ligne est lancée jusqu'au 15 septembre. Ouverte au grand public, elle est disponible sur le [site internet du programme](#) et relayée sur la [page française](#). Cette consultation a pour objectif de présenter les priorités et objectifs envisagés pour le futur programme et de recueillir les avis des acteurs et citoyens du territoire alpin.

Nous vous invitons à y participer ! Il s'agit de la seconde consultation lancée dans le cadre de la préparation du programme INTERREG Espace Alpin 2021-2027. 330 personnes ont participé à la première consultation lancée en avril 2020 afin de recueillir l'avis des bénéficiaires et acteurs des territoires sur les priorités du futur programme. Une synthèse des résultats est disponible [ici](#).

## À VOS AGENDAS : ÉVÈNEMENT SUERA SUR LA FILIÈRE FORET ET BOIS



**Rendez-vous à Aix-les-Bains, les 3 et 4 septembre.**

Cette manifestation intitulée « [Forêt de montagne et changement climatique](#) », est organisée dans le cadre de la Présidence française de la [stratégie macrorégionale alpine](#) (SUERA). Les 2 journées seront organisées autour des questions suivantes : Comment renforcer la résilience de la chaîne de valeur du bois en montagne ? Quels nouveaux liens peuvent être créés entre les sociétés et les forêts de montagne ? À noter que la 2<sup>ème</sup> journée sera consacrée à des visites de terrain dans les massifs des Bauges et de la Chartreuse.

Pour s'inscrire, c'est [ici](#).



## L'EUROPE AU SERVICE DE VOS PROJETS



**Vous cherchez un financement dans le domaine de la promotion des produits agricoles ?**

Deux appels à propositions ont été publiés. Retrouvez les [ici](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne.

Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).

## ACTUALITÉS

### **CINQ ANS POUR AMÉLIORER LES COMPÉTENCES ET L'EMPLOI DES JEUNES EN EUROPE**



Crédit photo : © CCCA-BTP Officiel - Flickr CC

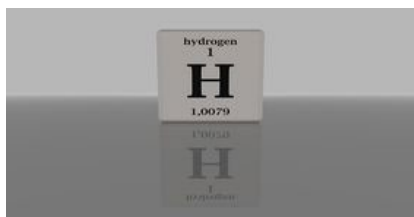
**Cherchant à tirer les leçons de la crise de la COVID-19, la Commission européenne a présenté le 1<sup>er</sup> juillet son Agenda pour les compétences, ainsi qu'un paquet de mesures pour « soutenir l'emploi des jeunes ».**

À travers des objectifs à atteindre au cours des 5 prochaines années, [l'Agenda pour les compétences](#) vise à garantir à chacun le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie. À l'aune des transitions numérique et écologique, cette initiative vise à améliorer la pertinence des compétences dans l'UE à travers [12 actions clés](#). Parmi les mesures proposées, un « Pacte pour les compétences », un soutien de l'UE aux actions stratégiques nationales en matière de perfectionnement professionnel, le déploiement de l'initiative « Universités européennes », un accent mis sur les compétences pour les transitions écologique et numérique mais également des compétences pour la vie courante ou encore une approche européenne des « micro-qualifications » pour valider les formations courtes.

Le 1<sup>er</sup> juillet, la Commission européenne a également [annoncé](#) une série de mesures visant à diversifier les possibilités offertes aux jeunes dans l'accès au marché de l'emploi, dans un contexte de crise économique. Le [paquet « Soutenir l'emploi des jeunes »](#) s'articule autour de quatre volets : le renforcement de la garantie pour la jeunesse, une proposition de recommandation du Conseil relative à l'enseignement et à la formation professionnelle, un nouveau plan pour l'apprentissage, et diverses mesures supplémentaires destinées à soutenir l'emploi des jeunes.

Au regard de l'ambition portée par ces objectifs, la Commission souligne qu'elle devra s'appuyer sur des investissements publics et privés additionnels dans les compétences, à hauteur d'environ 48 milliards d'euros par an pour l'Agenda pour les compétences et de 22 milliards d'euros alloués au soutien à l'emploi des jeunes.

## NEUTRALITÉ CLIMATIQUE : UNE NOUVELLE STRATÉGIE EUROPÉENNE POUR L'HYDROGÈNE PROPRE



Crédit photo : © fdecomite - Flickr CC

À l'aune du Pacte Vert européen et de l'objectif de neutralité carbone du continent à l'horizon 2050, l'Exécutif européen mise sur l'hydrogène propre pour décarboner le système européen de l'énergie.

Après plusieurs reports, la Commission européenne a finalement dévoilé mercredi 8 juillet sa [stratégie consacrée à l'hydrogène propre](#), considérée comme une solution pertinente dans la démarche de décarbonation des secteurs énergétiques. Le secteur énergétique compte, en effet, pour 75% des émissions de gaz à effet de serre. À travers le développement et le déploiement de la chaîne de valeur de l'hydrogène propre, l'objectif pour l'UE est de devenir pionnière au niveau mondial dans le domaine des technologies propres. Cette transition graduelle vers un modèle énergétique orienté vers l'hydrogène s'opérera en 3 phases.

De 2020 à 2024, des électrolyseurs d'hydrogène renouvelable d'une capacité d'au moins 6 GW devraient être installés à travers l'Union européenne, et la production d'hydrogène renouvelable devrait atteindre plus d'un million de tonnes. Dans un second temps, de 2025 à 2030, l'hydrogène devra devenir une part intrinsèque du système intégré d'énergie, grâce à des électrolyseurs d'hydrogène renouvelable d'une capacité d'au moins 40 GW, et la production d'hydrogène renouvelable devrait dépasser les 10 millions de tonnes. Enfin, de 2030 à 2050, les technologies d'hydrogène renouvelable devraient arriver à maturité et pouvoir être déployées à large échelle à l'ensemble des secteurs difficiles à décarboner.

À cette fin, la Commission européenne entend doubler ses objectifs d'investissement dans l'hydrogène propre. D'après les estimations de ses services, l'investissement nécessaire dans les capacités de production s'élèverait d'ici 2050 entre 180 et 470 milliards d'euros. Afin d'orienter les financements vers des projets pertinents pour le secteur de l'hydrogène, la Commission a lancé le même jour [l'Alliance européenne pour l'hydrogène propre](#), avec la participation de champions industriels, de la société civile, des États membres, de la Banque Européenne d'Investissement, et des Régions.

## ÉDITION 2020 DE L'INDEX DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUES



Crédit photo : © Sean Ellis - Flickr CC

Malgré les progrès enregistrés, les efforts doivent être intensifiés dans la performance numérique européenne et le niveau d'avancement reste très hétérogène entre États membres.

[L'étude annuelle](#) du [DESI \(digital economy and society index\)](#) publiée le 11 juin révèle en effet que des progrès ont été enregistrés dans tous les États membres et dans tous les domaines clés mesurés par l'indice. Néanmoins, dans le contexte de la crise sanitaire et en vue de la relance, les États doivent redoubler d'efforts pour améliorer la couverture des réseaux à très haute capacité, attribuer des

fréquences dans les bandes 5G (seuls 17 États sont en règle), améliorer les compétences numériques (42% de la population ne possède pas les compétences numériques de base) et poursuivre la digitalisation des entreprises (seules 17% des PME utilisent des services d'informatique en nuage) et du secteur public. En termes de classement, les pays nordiques et les Pays-Bas sont toujours les plus performants.

La Commission tient à remarquer que les plus grandes économies de l'UE ne sont pas à l'avant-garde du numérique, se classant dans le milieu voire le bas du tableau (France 15<sup>ème</sup>, Allemagne 12<sup>ème</sup>, Espagne 11<sup>ème</sup>, Italie 25<sup>ème</sup>). Enfin, en ce qui concerne [la situation française](#), le pays gagne une place par rapport à 2019 pour sa performance globale.

## ACCORD POST-BREXIT : DES NÉGOCIATIONS DANS L'IMPASSE



Crédit photo : © Trending Topics 2019 - Flickr CC

**Le Royaume-Uni et l'Union européenne se sont lancés le 22 juin dans une nouvelle phase de 5 semaines d'« intensification des échanges » sur leur [relation post-Brexit](#).**

Première série de rencontres physiques depuis le mois de mars, cette période devrait laisser place à un autre cycle de négociations prévu pour la semaine du 17 août dans la capitale belge. Malgré des échanges cordiaux ces dernières semaines, les discussions ont, à nouveau, achoppé sur les questions de gouvernance, de concurrence équitable et de pêche. Le temps presse cependant, puisque Boris Johnson a maintes fois manifesté son refus de demander une extension de la période de transition au-delà du 31 décembre prochain. Bien que l'objectif affiché soit d'éviter le « no deal », les deux parties ne sont pas prêtes à accepter un accord à tout prix.

Le Premier ministre britannique souhaite en tout cas être fixé dès juillet sur la possibilité d'un compromis, tandis que les Européens considèrent qu'on peut attendre jusqu'à [l'automne](#), après les négociations estivales autour du budget européen et du plan de relance. Afin de préparer l'Union européenne à une absence d'accord, Michel Barnier, le négociateur en chef pour les Vingt-sept, a [publié](#) le 9 juillet une nouvelle communication sur les préparatifs pour les entreprises, citoyens ou chercheurs en cas de Brexit sans accord commercial.

Le compte-rebours est désormais lancé : les deux parties ont 6 mois pour trouver un accord. Si tel n'était pas le cas, les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont les droits de douane sont particulièrement élevés, s'appliqueraient automatiquement à leurs relations commerciales à partir de janvier 2021.



## MONDE D'APRÈS : L'UE COMPTE RÉVISER SA POLITIQUE COMMERCIALE



Crédit photo : © Enrico Strocchi - Flickr CC

**Dans un contexte fortement concurrentiel sur la scène internationale, la Commission européenne appelle désormais à une « autonomie stratégique ouverte » en matière de politique commerciale.**

Phil Hogan, commissaire européen au Commerce, a annoncé le 16 juin un [vaste processus de révision de la doctrine commerciale de l'Union européenne](#). La Commission invite les citoyens à exprimer leur opinion sur la politique commerciale à travers une nouvelle [consultation publique](#), et prône désormais dans sa feuille de route une plus grande [autonomie stratégique](#) face à des partenaires de plus en plus protectionnistes. Quelques jours plus tard, le Parlement européen a appelé la Commission européenne à renforcer l'arsenal d'instruments européens pour protéger les secteurs stratégiques des acquisitions étrangères, et ainsi mieux protéger la souveraineté européenne.

Ce débat s'inscrit dans la lignée des principes du [Livre blanc de la Commission](#), publié le 17 juin, révélant que l'Exécutif européen travaillait à l'élaboration de nouveaux outils de contrôle des investissements effectués dans l'UE par des entreprises étrangères, parmi lesquels figure la potentielle création d'une nouvelle autorité de régulation européenne en la matière. Ce Livre blanc fait également l'objet d'une [consultation](#) dédiée jusqu'au 23 septembre. Fer de lance du projet européen, le principe d'ouverture restera au cœur de la stratégie commerciale de l'UE, tout en devant s'adapter à l'instabilité des relations internationales, à la crise de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à la numérisation, et à l'impératif climatique.

La consultation sur la révision de la politique commerciale lancée le 16 juin, et qui s'achèvera le 15 septembre prochain, devrait contribuer à l'élaboration d'une communication pour la fin de l'année 2020. Les textes législatifs concernant le contrôle des investissements étrangers sont quant à eux attendus pour le début de l'année 2021.

## UN ÉTÉ RICHE EN CONSULTATIONS PUBLIQUES



Crédit photo : © mckinney75402 - Flickr CC

**La Commission européenne souhaite recueillir l'avis des citoyens et parties prenantes sur un certain nombre d'initiatives en préparation.**

Que ce soit sur l'environnement, les transports, l'agriculture, le numérique, la culture, l'Europe sociale, les consommateurs, la politique commerciale (cf. ci-dessus), la santé, les sujets faisant l'objet de consultations publiques de la Commission européenne ne manquent pas cet été. Les contributions recueillies seront précieuses pour l'Exécutif européen car elles l'aideront à façonner ses futures initiatives.

Les consultations se présentent souvent sous la forme d'un questionnaire à compléter. Les dates limites s'échelonnent entre la fin août et le mois de novembre selon les sujets. N'hésitez pas à donner votre avis !

Pour en savoir plus, consulter [le site Internet dédié](#) ou notre site [opportunités européennes](#).

## LE SAVIEZ-VOUS ?



### **À L'OCCASION DE CE NUMÉRO 100 : MIEUX CONNAÎTRE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES À BRUXELLES** **La Région héberge dans ses locaux bruxellois plusieurs autres structures du territoire.**

Ce sont actuellement plusieurs organisations qui se partagent les locaux du 3<sup>ème</sup> étage du 62, rue du Trône à Bruxelles dans un immeuble où se trouvent également nos voisins de la Région Sud-PACA et nos partenaires italiens de la Vallée d'Aoste et du Piémont. L'équipe de la [délégation de la Région](#), a été rejointe en 2016 par 2 agents de la Métropole et de la Ville de Lyon puis, en 2019, par une correspondante de la Métropole de Grenoble à Bruxelles et un chargé d'affaires de l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes-Entreprises. À Bruxelles sont aussi représentés certaines entreprises du territoire par un bureau Europe dédié, mais aussi le Pôle de Compétitivité CARA et les acteurs académiques à travers le CLORA (club des organismes de recherche associés). À noter que la Région met à disposition des acteurs socio-économiques du territoire qui en font la demande dans le cadre d'un déplacement à Bruxelles la salle de réunion de la Délégation.

Pour plus d'information : [delegation.bruxelles@auvergnerhonealpes.fr](mailto:delegation.bruxelles@auvergnerhonealpes.fr)

### **RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU DES EUROPE DIRECT PRÈS DE CHEZ VOUS**

**La Représentation de la Commission européenne en France vient de lancer un appel à candidatures afin de [renouveler](#) son réseau de « Centres d'information Europe Direct » (CIED) en France pour la période 2021-2025.**

Situés au plus près des citoyens, [les CIED](#) sont les relais d'information officiels de l'Union européenne à l'échelle locale. On en compte 7 actuellement en Auvergne-Rhône-Alpes. À travers leurs services d'information et de communication auprès des citoyens sur des thématiques de l'Union européenne, les CIED ont vocation à sensibiliser les citoyens par le biais d'événements ou le recours à divers outils de communication pour toucher le grand public aux niveaux local et régional. Les organismes publics locaux ou régionaux, les organisations à but non lucratif, les partenaires sociaux, les établissements d'enseignement ou de formation, ainsi que les fédérations de collectivités locales peuvent [déposer](#) leur candidature pour devenir partenaire Europe Direct jusqu'au 15 octobre 2020. En Auvergne-Rhône-Alpes, un minimum de 4 CIED sera sélectionné.





## VOYAGER SÛREMENT À L'INTERIEUR DE L'EUROPE

La Commission européenne a lancé « [Re-open EU](#) », une plateforme web au service de la relance des voyages et du tourisme au sein des 27 États membres, de la Norvège et de la Suisse.

Si vous avez un doute sur l'ouverture des frontières d'un État membre et souhaitez connaître l'état de la situation sanitaire, les mesures en vigueur, les moyens de transport et services touristiques disponibles dans un ou plusieurs États membres, il suffit de consulter Re-open EU qui fournit des informations pratiques en temps réel. Ce site avait été annoncé dans le cadre du [paquet tourisme et transport](#) du 13 mai dernier. À noter également que la plateforme culturelle numérique européenne [Europeana](#) a lancé [Discovering Europe](#), une collection d'œuvres d'art et de photographies représentant certains des sites les plus emblématiques d'Europe.

## DES PRIX POUR LES VILLES

Dans la lignée du [Pacte Vert européen](#), ainsi que de la [Stratégie Biodiversité pour 2030](#) récemment adoptée, la Commission européenne renouvelle son engagement envers les villes engagées en matière de développement durable à travers le lancement des [prix de la Capitale verte européenne 2023 et du prix de la Feuille verte 2022](#).

Dédié aux villes de plus de 100 000 habitants, le [prix de la Capitale verte européenne 2023](#) célèbre les Villes promouvant un environnement urbain respectueux de l'environnement, tandis que le [prix européen de la Feuille verte 2022](#) valorise le rôle des petites Villes (entre 20 000 et 100 000 habitants) dans la conduite des changements environnementaux. Dans un contexte propice au développement durable, la récompense financière des deux prix a été significativement augmentée, jusqu'à atteindre la somme totale d'un million d'euros, afin de permettre aux villes lauréates de mettre en place des politiques ambitieuses en matière d'aménagement urbain durable. La Capitale verte européenne 2023 recevra ainsi 600 000 euros, tandis qu'une récompense de 200 000 euros sera attribuée à chacune des deux Villes lauréates du prix Feuille verte. La date limite pour candidater est le 28 octobre. À noter que la Commission a également lancé [l'édition 2020 des Villes les plus accessibles](#). La date limite est le 9 septembre.



## DICO DE L'EUROPE



### AGENCE EASME

**AGENCE EASME**, « Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises ». [Cette agence exécutive](#) de la Commission gère les programmes européens qui aident les petites et moyennes entreprises à rester compétitives (COSME), ainsi qu'une partie des programmes sur la recherche (HORIZON 2020), l'environnement (LIFE), l'énergie et le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche. Le dernier rapport annuel d'activité est [ici](#).



Pour consultez les [anciens numéros](#), rendez-vous sur le site de « L'Europe s'engage en Auvergne-Rhône-Alpes » :

[www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu](http://www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu)

---

### Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Ecrire à la délégation](#)